

Mineures prostituées: explosion alarmante

- ➔ *De plus en plus mineures s'adonnent à la prostitution sur l'arc lémanique.*
- ➔ *Un passage à l'acte encore facilité par les réseaux sociaux.*
- ➔ *Plus nombreuses, les jeunes filles ne réalisent souvent pas les dangers auxquels elles s'exposent.*

Nicolas Grangier

La prostitution de mineurs est interdite en Suisse, indique clairement le Code pénal. Lorsqu'une jeune fille est recrutée ou hébergée à de telles fins, l'instruction pénale devrait porter sur la traite des êtres humains, le consentement éventuel de la victime mineure n'étant pas valable pour exclure cette infraction. Cependant, plusieurs enquêtes ont été instruites pour encouragement à la prostitution.

Le phénomène ne cesse de s'amplifier et touche majoritairement les filles. Il n'est pas rare en outre que ces adolescentes poursuivent parallèlement leur scolarité. Cette hausse semble se calquer sur la France proche, qui connaît un boom des cas de 31% depuis 2021! Les passes se font souvent dans des lieux privés (appartements, chambres d'hôtels, petits commerces). Et la facilité d'organiser des rendez-vous clandestins via les réseaux sociaux explique pourquoi les forces de l'ordre ont du mal à endiguer ce fléau, malgré leur détermination.

Ne disposant d'aucune statistique précise, les polices cantonales ne peuvent qu'avoir des estimations. On évalue le nombre actuel de mineures qui se prostituent à 90 au moins: 50 à Genève et 40 sur sol vaudois. Mais il s'agirait d'un chiffre largement sous-estimé, font comprendre les policiers, car les actes se déroulent bien loin des regards. «Nous identifions ces jeunes au travers d'autres affaires ou parce

qu'ils ont été mis en cause, mais ils ne portent pas plainte», déclare Aline Dard, porte-parole de la police genevoise.

«Nous avons aussi des informations de la part de collègues français sur des filles ou escortes qui se prostituent habituellement dans des villes de l'Hexagone, lorsqu'elles le font sur notre territoire. Un premier colloque transfrontalier s'est déroulé à Annemasse le 5 février, impliquant des intervenants de la justice, police, du social et de la santé.

«Nous avons également pris contact avec des partenaires associatifs genevois, dont Aspasia (voir ci-après), la FASE ainsi que les Hôpitaux universitaires genevois, poursuit Aline Dard, afin de voir comment mieux nous coordonner.» Les forces de l'ordre s'emploient à détecter les mineures concernées afin de les soustraire à ce milieu et de prévenir toute exploitation par des réseaux criminels. «Nous intervenons donc lorsqu'une jeune personne se trouve déjà dans nos locaux ou qu'elle est mise en cause notamment pour encouragement à la prostitution», précise Aline Dard. La brigade d'enquête judiciaire investie sur les infractions les plus graves concernant les victimes. Plusieurs mois sont parfois nécessaires avant une intervention. Quant à la brigade des mineurs, elle s'occupe aussi des auteurs de moins de 18 ans. Même constat côté vaudois: «Lorsque ces



Pour endiguer le phénomène, l'engagement des associations est essentiel. 123RF

mineures sont auditionnées, elles ne donnent quasiment aucune information ou confirmation, explique Alexandre Bisenz, chargé de communication à la police vaudoise.» La meilleure façon d'entrer en contact avec les victimes est d'entretenir des liens étroits avec les assistants sociaux qui les côtoient. «Des formations sont dispensées aux travailleurs de terrain et aux éducateurs de foyers pour leur permettre d'identifier les cas et d'agir.»

Le portrait-type de ces jeunes filles? Des ados de 14 à 17 ans, généralement en rupture familiale, sociale ou scolaire et en état de précarité. Si certaines d'entre elles sont issues d'institutions, d'autres vivent dans une famille traditionnelle ou d'accueil. Sans surprise, indiquent nos contacts, il s'agit souvent d'un besoin ou d'un intérêt pécuniaire, parfois d'une confiance aveugle en une personne, ce n'est en tout cas pas un choix de vie! Nombre de ces jeunes cherchent à s'assurer une autonomie financière, une minorité seulement à s'acheter des produits inaccessibles autrement.

A Genève, plusieurs entités sont mobilisées, dont le Service de Santé de l'Enfance et de la Jeunesse (SSEJ) dépendant directement de l'Etat. «L'aspect financier n'est souvent que la partie visible de facteurs de vulnérabilité plus larges, nous explique Julien Thorens, secrétaire général-adjoint à la communication du Département de l'instruction publique (DIP). Chez ces mineurs, on retrouve fréquemment des antécédents de maltraitance durant la petite enfance.» Des cours d'éducation à la vie affective et à la santé sexuelle sont dispensés dès la 4^e jusqu'à la 3^e année du secondaire II

par des enseignants spécialisés. Ils abordent notamment la notion centrale de consentement.

Ce n'est pas tout: les dérives liées à la cyber-pornographie sont prises en compte dans les écoles primaires. «Internet et les réseaux sociaux facilitent les contacts avec des adultes agresseurs, par exemple en créant facilement des profils, développe Julien Thorens. D'où l'importance des actions de prévention menées par le DIP avec Action Innocence, notamment la campagne *Ecrans, parlons-en!* Et bien sûr, les parents et les adultes référents jouent aussi un rôle essentiel.» Côté associatif, Aspasia dispose de moyens éprouvés pour éviter les dérives. Malgré nos sollicitations, ses responsables n'ont pas apporté de commentaires. Basée à Lausanne, l'association Astrée s'est montrée plus loquace. Cette structure de soutien aux victimes de traite humaine est financée par l'Etat de Vaud. «Nous identifions, hébergeons et accompagnons les victimes au travers de consultations spécialisées. Nous proposons des suivis médicaux, juridiques et administratifs, déclare sa directrice Angela Oriti. Mais nous sensibilisons aussi les professionnels afin qu'ils détectent les signaux d'alerte dès leur apparition. C'est pour cela que les éducateurs qui les côtoient sont encouragés à intervenir à nos côtés.»

L'un des leviers sur lesquels l'association veut agir, ce sont les prédateurs abusant de la vulnérabilité de ces adolescentes. Elles-mêmes sont sous l'emprise de ces derniers ou, du moins, manipulées par de fausses promesses. Quand certaines victimes portent plainte, c'est qu'elles ont enfin réalisé avoir été trompées!».■

ÉDITORIAL

Adélita Genoud, rédactrice en chef



Ces gamines ne battent pas le macadam!

Combien d'adolescentes vendent leur corps pour quelques centaines de francs? Les chiffres en la matière sont approximatifs. Car la prostitution des mineures passe sous les radars des forces de l'ordre. Et pour cause! La précarité constitue, on s'en doute, une raison qui les pousse parfois à brader leur intimité. Mais ce n'est pas là le seul facteur déclenchant. Les algorithmes ne sont pas innocents. Sur les écrans tactiles, les corps sont habillés, déshabillés, maquillés, transformés... et consommés. Les réseaux sociaux et applications numériques enseignent aux jeunes filles que leur corps est un objet, échangeable, mesurable en nombre de «J'aime» ou d'émojis en forme de cœur et en vues. La frontière entre l'exposition innocente et l'exploitation sexuelle devient floue, et souvent invisible à leurs yeux.

Ces mineures finissent par assimiler leur corps à un outil. Et le passage à l'acte? Les contacts s'établissent via des réseaux sociaux ou des messageries en ligne. Et ceux qui en tirent profit, ces proxénètes 2.0 utilisent les nouvelles plateformes de règlement pour encaisser le fruit de leur coupable négoce. Ni vu, ni connu.

Alors? Les institutions publiques et les associations ne restent certes pas les bras croisés. Elles agissent pour prévenir le fléau et accompagner les jeunes victimes.

Mais la lutte reste âpre. Le phénomène est souvent invisible. Il se joue ainsi à l'abri, dans l'ombre des précarités, derrière les écrans et dans les arrière-salles de boutiques. Ici et maintenant.

Une tragédie ancrée, elle, dans la brutale réalité.

Des messages à décrypter

NG • La discrétion absolue est de mise tant chez les victimes que chez ceux qui tirent profit de ce marché juteux. Les contacts s'opèrent soit par des proches, soit sur des réseaux sociaux en vogue (Snapchat ou Instagram), soit sur des messageries Internet ou des petites annonces à double lecture; l'emoji pizza est un signe discret, que seuls les connaisseurs repèrent. Quant aux paiements, ils se font souvent via des comptes PayPal ou en cryptomonnaies. Parfois, des trafiquants opèrent leur trafic organisé depuis l'étranger, Etats-unis ou Nigéria en tête.

PUB

dupin 1820

VENTE EXCEPTIONNELLE – LIQUIDATION TOTAL

Depuis plus de deux siècles, Dupin 1820 incarne un savoir-faire dédié à l'aménagement et à l'art de vivre.

3 boîtes cuir capitonné
CHF 62.50 au lieu de CHF 245.-



Dernière cession exceptionnelle de nos collections

Remises de -65% à -85%

sur l'ensemble des pièces issues de nos showrooms et réserves

PLUS DE 1000 PIÈCES DISPONIBLES

Mobilier • Bibliothèques • Luminaires
Textiles d'ameublement • Rideaux
Sanitaires • Cuisines d'exposition
Dressings • Armoires • Objets décoratifs

Des pièces sélectionnées au fil des années, constituant de véritable collections, témoins d'un héritage et d'une exigence constante.

Canapé CHF 4'165.-
au lieu de CHF 14'123.- (hors livraison)



22 rue Eugène Marziano à Carouge

Stationnement privé (8 places)

Semaine: 9h–12h / 13h30–18h - Samedi 28 mars (exceptionnel): 10h–17h

Clôture définitive – aucune reconduction

Chaque pièce est proposée jusqu'à épuisement du stock

Une ultime opportunité d'acquérir une part de l'histoire Dupin 1820.